



Les mille sources de la Colère

MARS 2014

N° 65

LE 20 MARS : TOUS EN GREVE !

A l'appel des organisations syndicales Solidaires, CGT, FO et CFDT, les agents des finances publiques sont tous appelés à se mettre en grève le 20 mars 2014. Cette mobilisation prend appui sur la démarche syndicale unitaire qui a permis la tenue des Etats Généraux du 4 décembre, réunissant plus de 400 militants et la multiplication des actions menées lors des Comités Techniques Locaux « Suppressions d'emplois » en janvier.

Il s'agit de mettre un coup d'arrêt à la DGFIP à une politique de réduction de la dépense qui se traduit par la pénurie de moyens, les suppressions d'emplois, l'abandon de missions et la dégradation des conditions de vie au travail.

Il s'agit aussi de défendre nos garanties statutaires et nos régimes indemnitaires au moment où :

✚ les rapports Pêcheur et Desforges préconisent la mobilité généralisée avec la fusion des corps, la mise en place de cadres professionnels « trans-fonctions publiques » ;

✚ le gouvernement avance un projet de circulaire d'application du RIFSEEP, nouvelle PFR, qui vise à harmoniser les régimes indemnitaires de la fonction publique d'Etat pour tirer vers le bas les rémunérations ;

✚ le ministère tente d'imposer une série de mutualisations entre les administrations du ministère et des mesures de mobilité forcée pour les personnels concernés par les plans de restructurations.

La CGT Finances Publiques engage toutes ses forces pour faire de la mobilisation du 20 mars un succès pour :

- ✚ des créations d'emplois à la DGFIP à la hauteur des besoins ;
- ✚ la revalorisation des rémunérations et l'amélioration des carrières ;
- ✚ un plan de qualification à la hauteur des technicités et de l'expérience ;
- ✚ l'amélioration des conditions de vie au travail ;
- ✚ le respect des doctrines d'emplois ;
- ✚ l'abandon de la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP, et des projets de mutualisations des fonctions supports au sein des ministères financiers ;
- ✚ mettre fin aux projets destructeurs des statuts et des garanties associées (RIFSEEP, mobilité forcée).

La date du 20 mars a été retenue pour créer une convergence en direction du ministère avec les collègues douaniers, confrontés eux aussi à une démarche stratégique qui menace l'existence de leur administration

**C'est pourquoi, la CGT Finances Publiques appelle
les agents de la DGFIP à s'investir massivement dans
la grève du 20MARS.**

D'ores et déjà, la CGT Finances Publiques se prononce pour que les agents se réunissent dans l'unité la plus large en assemblées générales partout sur le territoire le 21 mars afin de débattre des suites à donner à notre mouvement.

Les marronniers sont en fleur !

N°1 vient de découvrir qu'en 2014 il y aurait encore une campagne IR et qu'elle doit en présenter l'organisation devant un comité technique. C'est sans doute pour cela qu'elle a proposé de réunir le dit comité le 6 mai soit 15 jours après le début des hostilités ! Elle aurait voulu nous donner le sentiment que l'avis des personnels ne l'intéressait pas, elle ne s'y serait sans doute pas pris autrement. Rappelée à l'ordre par les représentants du personnel, voilà qu'une nouvelle date sort du chapeau : le 24 avril. Pour la CGT, c'est mieux mais encore trop tard. Peut-être qu'en envoyant dès aujourd'hui un calendrier 2015 à la direction, les choses seront mieux planifiées l'année prochaine.

Il y a quelque temps, la CGT avait proposé que ce fameux CTL soit scindé en deux : une 1ère partie à l'automne qui aurait permis un bilan à chaud de la campagne passée et une présentation au printemps de la campagne à venir. L'idée était tellement bonne que l'administration a préféré l'enterrer immédiatement.

Petit message personnel...

... à l'attention des chefs de service qui proposent des entretiens d'évaluation le 20 mars prochain, jour pour lequel un préavis de grève intersyndical est déposé depuis longtemps : il vous reste encore un peu de temps pour rectifier le tir et proposer une autre date. En persistant dans une logique qui obligerait les agents à choisir entre l'entretien et l'exercice d'un droit fondamental, vous gagneriez immédiatement une place de choix en haut du tableau des chefs de service pratiquant un dialogue social digne du XIXe siècle. A l'heure où Bruno Bobard nous promet l'administration du 3ème millénaire, cela ferait plutôt tâche.

Face à ce mépris, il n'y a qu'une seule réponse possible : tous en grève le 20 mars !

L'autruche

N°1 et ses sbires ont développé au fil du temps une forte propension à enfoncer la tête dans le sable. Dès qu'on leur parle de manque de personnel, ils tentent de le transformer en problème d'organisation voire pire en problème de personne. C'est tellement plus facile de faire l'autruche que de regarder les problèmes en face.

Cela permet à N°1 de ne pas remettre en cause sa propre politique de suppression d'emplois qui n'engendre qu'abandon de missions et dégradation de nos conditions de travail.

Cela envoie également un message clair aux agents : si vous ne vous en sortez pas, c'est que

vous êtes mauvais ou mal organisés... voire peut-être les deux en même temps.

Si l'autruche doit devenir le modèle de notre hiérarchie, il est de notre devoir de rappeler une bien triste réalité : certes l'animal bat beaucoup des ailes, en revanche les experts sont formels, il ne décolle jamais !

Au feu les pompiers

Y a le feu à Ussel, enfin juste un peu plus qu'ailleurs. La recette du cocktail molotov est connue : suppressions d'emplois, départs à la retraite non remplacés, postes vacants. Le problème n'est pas nouveau : il est la résultante comme dans bien d'autres endroits d'un enlèvement progressif devant lequel la direction ferme les yeux. Cette fois-ci, la tête a été sortie temporairement du sable et N°1 et Numerobis sont allées sur place écouter les collègues. Pas grand chose n'était à attendre de l'exercice si ce n'est une écoute (mais ce n'est peut-être déjà pas si mal) et la promesse d'hypothétiques mutations à venir pour ne pas perdre totalement espoir.

Sans doute perturbé par son inexpérience en matière de contact direct avec les agents, notre duo de choc a tout simplement oublié de passer également s'entretenir avec les collègues de la trésorerie. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ils vivent de leur côté une situation similaire en terme d'emplois et de souffrance au travail. La direction en est pourtant informée régulièrement et depuis longtemps.

Moralité : Chassez les atavismes Struthioniformes, ils reviennent au galop.

La gabegie de l'O.N.P.

La nouvelle est tombée le 10 mars dernier : Le projet d'Opérateur National de la Paye (O.N.P.) service à compétence nationale qui devait à terme gérer la paye de 2,5 millions de fonctionnaires est purement et simplement abandonné.

Ce sont entre 235 et 290 millions qui avait déjà été investis sur ce projet pharaonique. A l'heure où on explique aux fonctionnaires que les caisses sont vides et qu'ils devront subir une énième année de gel de leur rémunération, ce gâchis a de quoi révolter.

Au delà de ces considérations budgétaires, ce sont également 215 agents déjà affectés sur cette structure pour lesquels il faudra assurer la ré-affectation. Quand aux suppressions d'emplois prononcées dans certains services RH locaux en anticipation de cette mise en place, il est fort probable qu'elles passent elles aussi par pertes et profits